

Recherches sociographiques



L'exode rural dans la province de Québec, 1951-1961

Nathan Keyfitz

Volume 3, numéro 3, 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055139ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055139ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Keyfitz, N. (1962). L'exode rural dans la province de Québec, 1951-1961. *Recherches sociographiques*, 3(3), 303-315. <https://doi.org/10.7202/055139ar>

Résumé de l'article

Dans la province de Québec, comme ailleurs, un mouvement de population de la campagne vers les villes se manifeste depuis longtemps. Pendant la période 1956-61, pour laquelle nous obtenons actuellement les renseignements du recensement de 1961, il y a eu une accélération marquée des tendances antérieures en ce sens. Nous essaierons de tirer des diverses données statistiques des indications sur l'ampleur du mouvement et sur ses causes.

L'EXODE RURAL DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC, 1951-1961 *

Dans la province de Québec, comme ailleurs, un mouvement de population de la campagne vers les villes se manifeste depuis longtemps. Pendant la période 1956-61, pour laquelle nous obtenons actuellement les renseignements du recensement de 1961, il y a eu une accélération marquée des tendances antérieures en ce sens. Nous essaierons de tirer des diverses données statistiques des indications sur l'ampleur du mouvement et sur ses causes.

I

STAGNATION OU DÉCLIN DE LA POPULATION AGRICOLE

a) Comtés où la population agricole est dominante

Commençons l'étude de ce mouvement en examinant les comtés de la province de Québec où la population agricole constitue plus de la moitié du total. En 1961, il ne reste que quatre comtés (ou divisions de recensement) dans cette catégorie : Bellechasse, Île d'Orléans (Montmorency n° 2 dans le recensement), Lotbinière et Yamaska (tableau 1). Tous ces comtés longent la rive sud du Saint-Laurent. Nous avons extrait des recensements les données sur la population totale en 1951, 1956 et 1961 (tableau 2). Dans ces quatre comtés, l'accroissement de 1956-61 a été inférieur à celui de 1951-56. C'est la signification de la différence de ces deux taux d'accroissement que nous allons examiner dans cet article. Commençons par l'examen de la natalité et de la mortalité.

Prenons comme exemple le plus peuplé des quatre comtés, celui de Lotbinière, situé sur la rive sud, un peu en amont de Québec. Entre le 1^{er} juin 1956 et le 31 mai 1961, on y a enregistré 4,290 naissances — calculées selon le lieu de résidence de la mère — et 1,081 décès, soit un accroissement naturel de 3,209. Sans migration, le recensement de 1961 aurait

* L'auteur remercie de leur bienveillante collaboration mademoiselle Margaret Fleming, du Bureau fédéral de la statistique, qui a bien voulu vérifier les données qu'il utilise ici, et monsieur Jacques Henripin, professeur à l'Université de Montréal, qui a eu l'obligeance de réviser le texte de l'article.

TABLEAU 1

Population agricole, rurale non agricole et urbaine des comtés de Bellechasse, Île d'Orléans, Lotbinière et Yamaska, 1961.

COMTÉS (divisions de recensement)	POPULATION		
	Agricole	Rurale non agricole	Urbaine
Bellechasse.....	13,075	11,845	1,134
Île d'Orléans.....	2,569	2,405	—
Lotbinière.....	15,285	11,186	3,763
Yamaska.....	8,328	6,171	1,559

SOURCE : *Recensement du Canada, 1961.*

TABLEAU 2

Population totale des comtés de Bellechasse, Île d'Orléans, Lotbinière et Yamaska, 1951, 1956 et 1961 et taux d'accroissement, 1951-56, 1956-61.

COMTÉS (divisions de recensement)	POPULATION TOTALE			TAUX D'ACCROISSEMENT	
	1961	1956	1951	1956-61	1951-56
				%	%
Bellechasse.....	26,054	26,203	25,332	-0.6	3.4
Île d'Orléans.....	4,974	4,735	4,349	5.0	8.9
Lotbinière.....	30,234	30,116	27,985	0.4	7.6
Yamaska.....	16,058	16,616	16,071	-3.4	3.4

SOURCE : *Recensements du Canada.*

donné les 30,116 de 1956 plus l'accroissement net de 3,209, soit 33,325. En fait, on n'a compté que 30,234 personnes, soit une perte de 3,109, c'est-à-dire de plus de 10% de la population. Et il en a été ainsi pour les autres comtés. Si un comté rural a la même population en 1956 et en 1961, cela signifie qu'il a perdu plus de 10% de sa population par voie d'émigration.

b) Autres comtés agricoles

Considérons maintenant les treize comtés où la population agricole représente une fraction comprise entre le tiers et la moitié du total (ta-

TABLEAU 3

Taux d'accroissement de la population totale entre 1951 et 1956 et entre 1956 et 1961, treize comtés de la province de Québec.

COMTÉS (divisions de recensement)	TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION		COMTÉS (divisions de recensement)	TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION	
	1956-61	1951-56		1956-61	1951-56
	%	%		%	%
Bagot.....	5.8	5.1	L'Islet.....	3.1	4.6
Beauce.....	3.8	9.1	Matapédia.....	-1.4	6.3
Compton.....	-2.6	5.0	Napierville.....	10.6	10.2
Dorchester.....	0.1	4.1	Nicolet.....	-1.3	3.1
Frontenac.....	-2.7	2.3	Témiscouata.....	0.6	2.6
Huntingdon.....	3.3	6.1	Wolfe.....	-2.3	3.4
Kamouraska.....	-2.4	4.3			

bleau 3). Encore ici tous se trouvent au sud du Saint-Laurent, et ils ne sont ni les plus proches ni les plus éloignés des grandes villes ; la concentration agricole se trouve surtout là où l'accès aux villes est facile, mais où, en même temps, la concurrence des occupations urbaines ne se révèle pas trop forte. Il est à remarquer que seulement deux des treize comtés — Bagot et Napierville — ont connu une augmentation plus considérable de 1956 à 1961 que de 1951 à 1956 et que dans ces deux cas la différence entre le taux d'accroissement de 1956-61 et celui de 1951-56 est faible. Dans cinq autres comtés, il y eut un accroissement plus faible de 1956 à 1961 que de 1951 à 1956, et, dans six, il y eut une baisse de la population totale entre 1956 et 1961. Dans ces six comtés, l'émigration de 1956 à 1961 a non seulement contrebalancé l'accroissement naturel, mais elle a entraîné une diminution d'environ 2% de la population totale.

Ces pertes peuvent-elles n'être qu'apparentes, c'est-à-dire dues aux erreurs du recensement ? C'est peu probable. S'il y avait une surévaluation relative de la population de 1956 de 2%, ou une sous-estimation de 4% en 1961 par rapport aux années 1956 et 1951, cela suffirait à expliquer nos résultats ; mais selon les investigations faites en 1951 sur l'exactitude du recensement, l'erreur globale n'est que de 1½%. Bien sûr, il y a, dans tout recensement, des commissaires incompetents. Mais la probabilité que les commissaires, dans onze des treize régions que nous examinons, aient été tous moins compétents que la moyenne est infime.

c) Ensemble de la population agricole du Québec

Nous avons examiné les comtés où se trouvent les concentrations de population agricole les plus importantes. Le recensement nous donne aussi

la population agricole globale du Québec ; en 1956, il y avait 740,000 personnes dans cette catégorie et, en 1961, il y en avait 565,000, soit une baisse de 175,000 personnes ou de 24%. La population agricole avait diminué de 1951 à 1956 de 27,000 seulement, ou de 3%. Si l'on pouvait vraiment comparer ces deux baisses (24% entre 1956 et 1961 et 3% entre 1951 et 1956), on aurait là une confirmation importante des conclusions auxquelles a conduit l'examen des données relatives aux comtés.

Malheureusement, on sait que la définition de la « population agricole » a été changée d'un recensement à l'autre et on ignore la fraction du phénomène que ce changement peut expliquer. (En revanche, les limites des comtés n'ont pas changé). Une partie de la baisse de 24%, entre 1956 et 1961, s'explique par l'omission en 1961 des fermes de trois acres et plus et dont les recettes provenant de la vente de produits agricoles n'ont pas atteint \$50 pour l'année. Ces fermes de 1956 disparaissent des statistiques — mais non de la réalité — dans l'intervalle 1956-61. En 1956, il y avait 13,000 de ces fermes avec une superficie de 1,051,000 acres, soit environ 7% de la superficie agricole totale dans la province de Québec. Contenaient-elles 7% de la population agricole, ou plus, ou moins ? On n'en sait rien. Un tel pourcentage, appliqué à la population agricole, donnerait environ 43,000 personnes, ce qui réduirait la perte apparente, entre 1956 et 1961, de 175,000 à 132,000. Mais il y eut aussi un accroissement naturel d'au moins 10%, disons 70,000. En ajoutant ce chiffre aux 132,000, nous sommes amenés à évaluer la perte globale à plus de 200,000 pour ces cinq années.

Comparons maintenant les populations agricoles des trois derniers recensements. Les chiffres officiels sont les suivants : 767,000 pour 1951, 740,000 pour 1956 et 565,000 pour 1961. Si nous ajoutons au chiffre de 1961 les 43,000 personnes mentionnées dans le paragraphe précédent, nous obtenons 608,000, soit une baisse de 132,000 personnes de 1956 à 1961, tandis que la baisse de 1951 à 1956 n'était que de 27,000. Cela corrobore le résultat que nous avons obtenu en comparant les comtés agricoles.

d) Comparaison entre le Québec et l'ensemble du pays

Non seulement la perte de population agricole entre 1956 et 1961 est plus importante que celle de la période 1951-56, mais elle est plus marquée dans la province de Québec qu'ailleurs au Canada où la population agricole est passée de 1,891,000 en 1956 à 1,508,000 en 1961, soit une baisse de 20%, compte non tenu du changement de définition. Si la différence entre 25% dans Québec et 20% ailleurs semble peu significative, on doit toutefois tenir compte du fait que les taux de natalité du Québec sont plus élevés ; donc, la différence dans le nombre d'émigrants est plus importante que la différence des changements nets. Malheureusement, on ne dispose

pas de données concernant les naissances et les décès pour la population agricole comme telle.

Pour examiner de plus près les changements agricoles dans la province de Québec en relation avec ceux qu'on a enregistrés dans l'ensemble du Canada, on dispose de données sur la main-d'œuvre canadienne, grâce à l'enquête mensuelle menée par le Bureau fédéral de la statistique. Nous avons calculé les moyennes annuelles et il en résulte que la main-d'œuvre agricole de la province de Québec est tombée de 248,000 en 1951 à 142,000 en 1961, soit une baisse de 43%. Durant la même période, le chiffre correspondant pour le Canada est tombé de 939,000 à 674,000, soit une baisse de 28%. On peut comparer la baisse de 43% pour la province de Québec à une baisse moyenne de seulement 23% dans les autres provinces du Canada. Québec a ainsi « dépassé » les autres provinces, si on considère comme un progrès le transfert de la main-d'œuvre de l'agriculture à l'industrie (progrès douteux, d'ailleurs) : le pourcentage de la main-d'œuvre affectée à l'agriculture en 1961 était de 8% au Québec et de 11% dans le Canada entier. Le recensement de 1961 donnera des informations importantes sur ce sujet comme sur tant d'autres, une fois effectué le dépouillement des occupations de la population et le partage de celle-ci entre les secteurs industriels. Malheureusement, les chiffres de l'enquête sur la main-d'œuvre ne sont pas assez raffinés pour nous indiquer si la baisse relative enregistrée au Québec s'est produite durant la première ou la dernière moitié de la décennie, et le recensement de 1956 ne fournit pas non plus de données à ce sujet.

II

ÉLÉMENTS D'EXPLICATION

Revenant à la perte de la population entre les années 1956-61 pour en chercher la cause, on pense d'emblée à la conjoncture économique. Est-il possible que les conditions agricoles aient été pires de 1956 à 1961 que de 1951 à 1956, ou que les conditions industrielles aient été meilleures — ou les deux à la fois? La première question trouve sa réponse dans les statistiques du revenu agricole calculées par le Bureau fédéral de la statistique, la seconde dans les données sur les salaires industriels. Ces chiffres expliquent d'une certaine manière l'exode de la campagne dans les années vingt et quarante partout au Canada, comme ils expliquent le mouvement de sens inverse pendant les années trente.

Le tableau 4 donne pour les années 1951-56 des renseignements sur la condition économique des propriétaires agricoles de la province de Québec. Le revenu net (colonne 1) a diminué de \$261,000,000 en 1951 à \$195,000,000 en 1961, principalement à cause des changements défavorables dans les prix des produits agricoles. Le revenu réel des cultivateurs

TABLEAU 4

Revenu net des cultivateurs de la province de Québec, indice des prix des biens de consommation et salaires de la main-d'œuvre agricole dans le Québec ; chiffres annuels, de 1951 à 1961.

ANNÉES	Revenu net des cultivateurs provenant des opérations agricoles, province de Québec (millions de dollars) (1)	Indice des prix des biens de consommation, Canada 1949 = 100 (2)	Salaires moyens de la main-d'œuvre agricole masculine, province de Québec au mois de mai	
			Salaires mensuel (3)	Salaires journalier (4)
1951	261	114	\$ 89	\$ 4.20
1952	242	117	95	4.60
1953	238	116	95	4.80
1954	216	116	91	4.60
1955	228	116	92	4.60
1956	194	118	100	5.10
1957	185	125	108	5.60
1958	204	125	106	5.60
1959	192	127	110	5.50
1960	189	128	111	5.80
1961	195	129	110	6.00

SOURCE : Bureau fédéral de la statistique.

a baissé plus que ce que montre la colonne 1 du tableau parce que les prix des biens de consommation montaient en même temps que diminuaient ceux des produits agricoles. L'indice des prix des biens de consommation pour le Canada (1949 = 100) était de 114 en 1951 et de 129 en 1961, soit une hausse de 13%. Le Bureau fédéral de la statistique construit aussi un indice des prix des biens qu'achètent les cultivateurs ; cet indice a augmenté plus que celui du coût de la vie.

On remarque alors qu'il y avait une diminution dans le nombre et la superficie totale des exploitations de même qu'une baisse aussi dans les revenus globaux des agriculteurs, cette dernière étant due principalement à la baisse des prix de leurs produits. Dans ces circonstances, on est étonné de constater un accroissement très fort dans les salaires de la main-d'œuvre agricole : accroissement de 24% pour les travailleurs payés au mois et de 43% pour ceux qui sont payés à la journée. Sans aucun doute, l'amélioration de leur position est due à l'essor du marché du travail urbain pendant la période.

Tant qu'on ne disposera pas des résultats du dernier recensement, en ce qui concerne la main-d'œuvre, il sera impossible de dire comment

la diminution du total des travailleurs agricoles (de 248,000 en 1951 à 142,000 en 1961) s'est répartie entre les propriétaires, les salariés et les travailleurs non salariés. Les indications de l'enquête sur la main-d'œuvre suggèrent de très fortes diminutions chez les non salariés. On peut risquer de dire qu'il y avait probablement, en moyenne, un fils de propriétaire sur chaque exploitation en 1951 et seulement un pour deux exploitations en 1961. On doit attendre les résultats du recensement pour savoir si ces chiffres sont exacts ; s'ils le sont, même approximativement, ils indiquent une révolution sur les fermes de la province de Québec. La condition des travailleurs familiaux a de beaucoup empiré durant la période. Ceux-ci auraient toujours pu rester à la maison et manger les produits de la ferme, mais l'argent disponible pour les achats de vêtements (sans parler des voitures) ayant beaucoup diminué, ils ont préféré chercher du travail ailleurs.

Même si l'on admet que les chiffres concernant les revenus agricoles sont exacts, on ne peut pas conclure du même coup que ce sont les conditions économiques seulement qui ont amené les gens à quitter les fermes. Il est bien possible qu'en d'autres circonstances, ces mêmes personnes seraient restées malgré le manque d'argent à dépenser pour satisfaire leurs besoins personnels. Au cours des années passées, quelques jeunes gens ont quitté la ferme, mais plusieurs y sont restés. Ce qui semble avoir caractérisé la période récente, c'est l'influence des idées venues des villes vers la campagne de la province de Québec. Quelle évidence avons-nous du fait que les idées et non seulement les baisses de prix ont agi sur la vie campagnarde ? C'est le fait que les salaires agricoles ont monté en même temps qu'ont baissé les prix des produits agricoles, les salaires agricoles se rapprochant ainsi de ceux des villes. Pour retenir les jeunes hommes sur la terre, il a fallu leur offrir un traitement de plus en plus semblable à celui de la ville. La division entre ville et campagne s'est fortement atténuée pendant la décennie 1951-61. Et ce qu'on peut dire des fils de propriétaires s'applique aussi à toute la population des villages, sauf à ceux qui tirent des revenus du tourisme, des mines ou de la pêche. La plupart des habitants des villages vivent de revenus provenant des magasins et d'autres services requis par les cultivateurs. Ils partagent, pour ainsi dire, le revenu des cultivateurs. Les ressources économiques des gens vivant dans les villages diminuent au fur et à mesure que diminuent les revenus agricoles. Au cours de ces dernières années, ils s'en sont rendu compte en comparant leur situation avec celle des habitants des grandes villes.

En considérant la demi-décennie 1951-56 par rapport à celle de 1956-61, nous voyons que la diminution des revenus a eu lieu plutôt dans la première, alors que la diminution de la population a été plus forte dans la seconde. D'une part, on peut soupçonner un délai dans l'action des causes économiques ; d'autre part, on remarque que c'est surtout depuis 1956

que les moyens de communication, et surtout la télévision, ont grandement accru les liaisons entre la campagne et la ville.

III

DESTINATION DES ÉMIGRANTS RURAUX

Pour expliquer un changement comme celui qui nous occupe, il est essentiel de savoir vers quels endroits se sont dirigés ceux qui ont quitté la campagne : vers les petites ou vers les grandes villes de la province de Québec ? ailleurs au Canada ou aux États-Unis ? Le recensement nous donne des indications précises à ce sujet. La population de la province était de 4,628,000 en 1956 et de 5,259,000 en 1961, soit un accroissement de 631,000. Cet accroissement s'explique par la différence entre les naissances et les décès (522,000) et un solde migratoire positif de 109,000. Quoique nous ne sachions pas encore où se sont dirigés les immigrants venus de l'étranger au Canada, nous disposons d'estimations au sujet du nombre d'immigrants venant de l'étranger exprimant l'intention de demeurer dans telle ou telle province en particulier. Pour les années 1956-61, le chiffre pour Québec est d'environ 160,000. Si l'on tient compte des immigrants qui se dirigent vers les autres provinces après avoir indiqué leur intention de rester là où ils sont débarqués — assez souvent à Québec ou à Montréal — il est possible que le chiffre de 160,000 se trouve diminué. Si l'on compare ce chiffre avec l'immigration nette, entre 1956 et 1961 (109,000), et si l'on considère la possibilité d'erreurs différentes dans les évaluations des recensements, on ne peut affirmer avec certitude qu'il y a eu migration de Québécois vers l'extérieur de la province, vers les autres provinces du Canada ou vers les États-Unis.

Restent à examiner les données relatives aux Canadiens d'origine française dans la province de Québec ; ces chiffres sont disponibles pour les années 1951 et 1961. Il y a eu un accroissement de 3,327,000 à 4,241,000, soit de 27.5%, dans le nombre des Québécois d'origine française entre 1951 et 1961, tandis que le nombre des personnes d'origine française dans le Canada entier s'est accru de 4,319,000 à 5,540,000, soit un accroissement de 28.3%. On peut en conclure, si les taux d'accroissement naturel des Canadiens français sont les mêmes à l'intérieur de la province de Québec et à l'extérieur, que l'exode a été de 20,000 à 30,000 personnes, pendant les dix ans. La grande majorité des gens qui ont abandonné les régions agricoles du Québec n'ont donc pas quitté la province. Ils ne sont pas passés aux comtés ruraux non agricoles non plus. Il est vrai que la population rurale non agricole a augmenté de 647,000 en 1956 à 788,000 en 1961, soit de 141,000 personnes ou 22%. Mais la moitié de cette augmentation est l'effet de l'accroissement naturel. Il reste environ 10% de l'augmentation

durant les cinq années qui peuvent être la conséquence de l'immigration si ce n'est simplement du changement de définition.

Il est à noter que les comtés où la population rurale non agricole est plus importante que la population agricole ou urbaine et qui ne se situent pas près des grandes villes ne sont même pas arrivés à retenir leur accroissement naturel. La population de Bonaventure a diminué de 43,240 en 1956 à 42,962 en 1961 et celle de Brome de 13,790 à 13,691, tandis que les effectifs des autres comtés ont augmenté d'un nombre inférieur à leur accroissement naturel. Apparemment, les régions rurales non agricoles n'ont pas mieux réussi à retenir leur population que les régions agricoles, sauf dans les cas où elles font partie d'agglomérations urbaines. Car il faut se rendre compte que la catégorie « population rurale non agricole » est très hétérogène. Elle comprend des régions éloignées des villes, régions où l'industrie forestière et la pêche prédominent, de même que des régions situées près des villes mais non incorporées en municipalités urbaines. Les premières sont plus isolées que la campagne agricole elle-même, tandis que les dernières sont plus ou moins identiques aux banlieues des grandes villes. Il faut croire que la plus grande partie de cet accroissement de 10% enregistré pour la « population rurale non agricole » tient à l'expansion urbaine.

Les vieilles villes de petite dimension ou de dimension moyenne n'ont pas augmenté non plus. La population des centres urbains comptant de 1,000 à 9,999 habitants a diminué de 649,000 en 1956 à 606,000 en 1961 ; celle des centres de 10,000 à 29,999, de 288,000 à 278,000, selon les chiffres officiels publiés. Mais, d'une part, il faut enlever de ces catégories les villes faisant partie des zones métropolitaines, si on veut savoir ce qui s'est passé dans les petites et moyennes villes indépendantes des métropoles ; d'autre part, il faut faire ce genre de comparaison avec une série de villes toujours fixe ; on ne peut rien conclure en comparant, entre 1956 et 1961 par exemple, le nombre de personnes demeurant dans les villes de 30,000 à 99,999, si une ville de plus a glissé dans cette catégorie en 1961. Si la baisse de la population des villes de 1,000 à 9,999 est due au départ de cette catégorie de plusieurs villes à cause de leur passage dans une catégorie supérieure, les conclusions que nous avons tirées ne sont pas exactes.

La baisse ou la croissance très lente de la population de la majorité des petites villes qui ne font pas partie d'une zone métropolitaine est un fait évident. Ainsi, Drummondville est passée de 26,284 en 1956 à 27,909 en 1961 et il en a été ainsi de Joliette et Mont-Laurier, ces villes étant loin de retenir leur accroissement naturel. D'autres agglomérations comme Rimouski et Saint-Jérôme ont réussi à retenir leur accroissement naturel et reçu des effectifs nouveaux. Mais le contraste avec les petites municipalités de la banlieue de Montréal est frappant. La population de Pointe-Claire s'est accrue de 15,208 à 22,709 durant la même période et il en a

été ainsi pour plusieurs autres municipalités de la banlieue de Montréal. À cette distinction entre les banlieues des zones métropolitaines qui s'accroissent considérablement et les autres municipalités qui s'accroissent peu ou pas du tout, seuls échappent les endroits où de nouvelles industries — surtout minières — ont été établies ; ainsi, Sept-Îles est passée de 5,592 habitants en 1956 à 14,196 en 1961.

TABLEAU 5

Population des zones métropolitaines et des autres agglomérations urbaines de la province de Québec, 1951, 1956 et 1961.

CATÉGORIES	POPULATION		
	1951	1956	1961
<i>Zones métropolitaines</i>			
Montréal.....	1,471,851	1,745,001	2,109,509
Québec.....	276,242	311,604	357,567
Hull.....	63,224	79,170	99,851
<i>Autres agglomérations de 50,000 h. et plus</i>			
Chicoutimi-Jonquière.....	76,059	90,987	105,009
Trois-Rivières.....	65,946	75,446	83,659
Sherbrooke.....	54,511	61,817	70,253
Shawinigan.....	49,565	58,609	63,518
Drummondville.....	34,809	36,835	39,307
Saint-Jean.....	24,940	30,637	34,576
TOTAL.....	2,117,147	2,490,106	2,963,249
<i>Autres centres urbains</i>			
— de 10,000 à 29,999 h..... (11 villes)	180,199	205,147	230,827
— de moins de 10,000 h..... (381 centres urbains)	547,187	628,685	733,680

SOURCE : Recensements du Canada.

Mais c'est surtout Montréal qui a gagné pendant les cinq années. La zone métropolitaine du Grand Montréal est passée de 1,745,000 en 1956 à 2,110,000 en 1961, soit un accroissement de 365,000 ou 21%. Le Grand Québec a vu sa population passer de 312,000 à 358,000, soit une augmentation de 14%. Si la population des exploitations agricoles a di-

minué de 132,000 habitants, et si nous ajoutons 70,000 pour l'accroissement naturel de cette population, il reste une migration de 202,000 personnes qui ont quitté les fermes. Si le Grand Montréal s'est accru de 365,000, et si son accroissement naturel a été de 8% ou 150,000 durant les cinq ans (on doit établir ce chiffre plus précisément en utilisant les statistiques de l'état civil), nous obtenons 215,000 (=365,000-150,000) nouveaux venus à Montréal. Ce chiffre représente les deux tiers de la somme que forment les 202,000 émigrés campagnards et le solde migratoire de 109,000, soit 311,000 au total. Le Grand Montréal contient maintenant 40% de la population de la province de Québec. Exactement comme à la campagne (d'où a été attirée la population), le changement à Montréal a été plus marqué entre 1956 et 1961 qu'entre 1951 et 1956 : 20.9% contre 18.6% ; en chiffres absolus : 365,000 contre 273,000.

Quand on parle de l'accroissement de la population de Montréal, c'est surtout à la banlieue qu'on pense. La municipalité de Montréal a gagné quelque 82,000 personnes de 1956 à 1961 (cet accroissement est inférieur à l'augmentation enregistrée entre 1951 et 1956), tandis que les autres municipalités du Grand Montréal se sont accrues de 282,000. Pour chaque nouveau venu dans la ville de Montréal, il y en avait plus de cinq dans la banlieue.

Mais qu'est-ce qui donne à penser que ce sont les mêmes gens qui ont quitté les fermes de 1956 à 1961 et qui sont arrivés dans la banlieue de Montréal au cours de la même période? N'est-il pas plus probable qu'ils soient allés premièrement dans les villages, puis dans les petites villes, puis à Montréal, puis dans la banlieue de Montréal, peut-être avec une attente d'une génération après chaque déménagement? Et que, dans une courte période, les gens qui viennent à Montréal sont les habitants des petites villes, remplacés par les gens venant des villages, etc.? C'est ainsi que le modèle de Ravenstein a représenté le mouvement interne de la population de l'Angleterre au cours des années 70 du siècle passé. On peut répondre à cette question, comme aux autres dont nous traitons, à l'aide de statistiques, mais il s'agit d'identifier les individus dans les mouvements migratoires et de classer le mouvement de chaque individu selon qu'il s'agit d'une migration campagne-village ou campagne-grande ville. Ces données ne sont pas disponibles dans le recensement fédéral, mais, dans son recensement religieux de Montréal et surtout dans l'essai qui précédait celui-ci, l'abbé Norbert Lacoste a obtenu des renseignements qui apporteront des précisions sur ce point. À première vue, ce dernier semble croire qu'au Québec, une partie importante du mouvement est directe, de l'exploitation agricole à la grande ville.

La ville de Montréal exerce une forte attraction en particulier sur les jeunes personnes, hommes et femmes. « Les salaires attirent vers Montréal le surplus de la population du reste de la province ou des Maritimes »,

écrit l'abbé Lacoste¹ à propos de la migration vers Montréal entre 1951 et 1956. Mais nous revenons toujours au problème, non plus du mouvement classique de la campagne vers la ville, mais plus spécifiquement de l'accélération de ce mouvement entre 1951-56 et 1956-61. C'est à plusieurs de nos collègues que nous devons l'hypothèse que vers 1956 les communications se sont très vite développées, à tel point que le paysan pouvait, en maints endroits pour la première fois, faire des comparaisons, s'apercevoir de combien la vie à la ville était privilégiée et ensuite ressentir ses privations relatives. La radio, la télévision, les automobiles, les routes ont permis à de nombreux campagnards de connaître pour la première fois la vie de la ville. L'effet de ces moyens de communication s'est ajouté à celui de la conjoncture économique. Les forces sociales et psychologiques associées à l'urbanisation, qui ont agi partout au Canada pendant la guerre, sont-elles devenues particulièrement fortes au Canada français au cours des cinq dernières années? Nous connaissons très peu le rythme des changements sociaux; pour le déceler, il faut des études répétées à plusieurs reprises. Horace Miner nous a présenté un tableau de Saint-Denis de Kamouraska tel qu'il était durant les années 30, puis en 1949.² Après plus d'une décennie, il trouvait des téléphones, des autos; on avait cessé de faire le savon à la maison. Mais les changements postérieurs à 1949 sont ceux qui importent. Il est bien possible que les années 50 aient marqué la fin d'une campagne encore rustre où n'existait pas le sentiment de pauvreté et l'avènement d'une campagne devenue subjectivement pauvre parce que ses habitants se comparent à ceux de la grande ville. En même temps que les revenus diminuaient à la campagne, les besoins ressentis devenaient plus grands.

En allant vivre dans les villes, les Canadiens français font ce qu'ont fait les Canadiens anglais durant les années 40. La main-d'œuvre sur les fermes du Canada est tombée de 1,300,000 en 1937 à la moitié de ce chiffre aujourd'hui. Observé en Angleterre et aux États-Unis plus tôt qu'au Canada, en Ontario plus tôt que dans le Québec, au Canada plus tôt qu'en Inde, le fait de la diminution de la population rurale semble bien être un phénomène universel. Nous n'avons pas besoin du recensement pour nous informer de cette baisse. Mais le recensement nous indique d'une façon frappante comment la fuite de la campagne québécoise s'est accélérée au milieu des années 50. L'accélération marquée de cette tendance dans la province de Québec se révèle surtout dans l'accroissement de la population des villes et plus particulièrement des grandes villes. Nous avons vu que tandis qu'entre 1951 et 1956 le Grand Montréal s'est accru de 18.6%, il

¹ Norbert LACOSTE, *Les caractéristiques sociales de la population du Grand Montréal*, Université de Montréal, 1958, 57.

² Horace MINER, *Saint Denis, A French-Canadian Parish*, University of Chicago Press, 1939; « A New Epoch in Rural Quebec », *The American Journal of Sociology*, 56, 1, 1-16.

s'est accru de 20.9% entre 1956 et 1961 ; le mouvement d'accélération se manifeste aussi dans le cas de la ville de Québec. Mais dans à peu près toutes les grandes villes du Canada hors de la province de Québec, c'est une tendance opposée qu'on observe, c'est-à-dire une diminution des taux d'accroissement entre les deux moitiés de la décennie. La population de Toronto s'est accrue de 24.1% de 1951 à 1956 et de 21.4% de 1956 à 1961 ; celle de Hamilton, de 20.7% entre 1951 et 1956 et de 16.8% entre 1956 et 1961 ; celle de Windsor, de 13.6% et 4.0%, etc. La seule exception importante, parmi les quinze grandes villes hors du Québec, est Ottawa.

Ces premiers résultats du recensement de 1961 ne font qu'ouvrir la voie à l'étude des problèmes de ce type. Il faudrait savoir comment les nouveaux venus à Montréal gagnent leur vie ; dans quelle mesure ils se trouvent parmi les chômeurs, dans quelle mesure ils vivent en chômeurs déguisés avec des parents qui sont venus antérieurement à la ville. Comment la division du travail entre Anglais et Français, si défavorable aux derniers selon les recensements de 1941 et 1951, a-t-elle changé ? Et quelles sont les tendances dans l'éducation ; dans quelle mesure ces changements vont-ils contribuer à modifier la division du travail et la répartition du revenu pour la génération qui suit ?

Nathan KEYFITZ

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*